



Doc. 13116

25 janvier 2013

Délocalisation, efficacité économique et responsabilité sociale

Déclaration écrite n° 538

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Il y a quelques jours ont été publiées les données sur la production industrielle dans la zone euro. Les chiffres sont décevants, car ils reflètent un déclin d'une année sur l'autre qui atteint 3.7% par opposition avec la vigueur des Etats-Unis, où un taux de croissance de 2,5% a été enregistré en 2012.

Ce déclin est peut-être dû en partie à la crise. Mais globalement le facteur qui contribue avant tout au recul de notre industrie est notre incapacité à réagir face au phénomène des délocalisations industrielles.

De plus en plus d'entreprises prennent des décisions en ce sens. La société que nous formons a le droit d'être informée des motifs, des avantages qu'elles comptent obtenir et du coût de la ruine de notre tissu industriel que cela entraîne. Il faut obliger les entreprises à mener une politique de transparence d'une part et d'autre part à publier des comptes rendus détaillés. Le premier point suppose de connaître les calculs sur lesquels une entreprise fonde les mesures qu'elle prend, tandis que le second signifie qu'il faudrait que nous soyons conscients de ce que nous avons fait pour accompagner le développement de ces entreprises, leur croissance et leur expansion. C'est pourquoi, les entreprises et la société dans laquelle elles inscrivent leurs activités doivent bien connaître la contribution de la seconde dans la réussite des premières. On nous fait bien souvent un tableau biaisé de la situation, qui ne reflète qu'une partie des données du problème.

L'Europe est un espace arrivé à maturité, dont la croissance doit être fondée sur ses propres ressources, sur son capital technologique et humain et sur une spécialisation déterminée dans les produits de qualité à forte valeur ajoutée technologique. Cependant, dans le même temps, nous sommes confrontés au défi de redéfinir les politiques publiques et de pratiquer une nouvelle gouvernance dans le plein respect de la Charte sociale européenne.

L'Europe est une société admirée dans le monde entier parce qu'elle est capable d'associer efficacité économique, justice sociale et libertés individuelles. Il faut continuer de le faire à l'avenir. Telle est l'ambition dont l'Europe a besoin pour rester l'un des continents les plus modernes du monde.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

GUTIÉRREZ Antonio, Espagne, SOC
AGRAMUNT Pedro, Espagne, PPE/DC
BADEA Viorel Riceard, Roumanie, PPE/DC
BATAILLE Christian, France, SOC
BENEYTO José María, Espagne, PPE/DC
BLANCO Delia, Espagne, SOC
BONET PEROT Sílvia Eloïsa, Andorre, SOC
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
HÄGG Carina, Suède, SOC
IGAŞ Traian Constantin, Roumanie, PPE/DC
JÁUREGUI Ramón, Espagne, SOC
LONCLE François, France, SOC
MAELEN Dirk, Van der, Belgique, SOC
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC
MENDES BOTA José, Portugal, PPE/DC
MORIAU Patrick, Belgique, SOC
MUÑOZ-ALONSO Alejandro, Espagne, PPE/DC
OHLSSON Carina, Suède, SOC
PARERA Eva, Espagne, PPE/DC
PINTADO Ángel, Espagne, PPE/DC
PIPILI Foteini, Grèce, PPE/DC
PUCHE Gabino, Espagne, PPE/DC
QUINTANILLA Carmen, Espagne, PPE/DC
SAAR Indrek, Estonie, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SHERIDAN Jim, Royaume-Uni, SOC
STOILOV Yanaki, Bulgarie, SOC
STROE Ionuţ-Marian, Roumanie, ADLE
SZABÓ Vilmos, Hongrie, SOC
TRANTAFYLLOS Konstantinos, Grèce, SOC
TZAKRI Theodora, Grèce, SOC

Total = 31

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste